



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation

n°194, décembre 2018

Liberté et égalité des droits
le 18 décembre à 18h...

La Mauvaise Herbe n°5
vient de paraître.

Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/fte



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Les réformes Blanquer : 100% de colère !

La colère a pris une drôle de couleur depuis le 17 novembre. Les blocages se multiplient, et depuis vendredi 30 novembre, les lycéens et lycéennes se sont engagés contre les réformes en cours : bac, bac pro, Parcoursup et Service national Universel. Ils et elles subissent une répression policière féroce.

Les personnels des lycées professionnels ne sont pas en reste et additionnent les journées d'actions. Dans les facs, la mobilisation s'organise pour dénoncer l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers...

Le monde selon Blanquer est très loin du 100% réussite mais beaucoup plus proche du 100% de colères. Un printemps des luttes en décembre ? Dérèglement capitaliste !

Universités

NON A L'AUGMENTATION DES FRAIS D'INSCRIPTION

Le gouvernement Macron projette d'augmenter les frais de scolarité pour les étudiants étrangers « extra-européens ». Alors que l'inscription en licence coûte aujourd'hui 170 euros par an, 243 euros en master et 380 euros en doctorat, sans distinction de nationalité ; pour les étudiants étrangers ce montant sera multiplié par 16, atteignant de fait 2.770 et 3.770 euros, et ce dès la rentrée prochaine.

Il s'agit clairement d'une décision discriminatoire à l'encontre des étudiant.e.s majoritairement précaires.

Édouard Philippe ose accompagner l'annonce de sa décision d'un #BienvenueEnFrance ! Pourtant, cette hausse drastique des frais de scolarité va décourager beaucoup d'étudiant.e.s qui n'ont pas les moyens de financer leurs études et seront contraint.e.s de renoncer à l'université. Nous avons bien affaire à une politique d'exclusion délibérée qui laisse sur le carreau la centaine de milliers d'étudiant.e.s faisant leurs études en France.

De plus, cette attaque contre le droit d'étudier nous concerne en réalité toutes et tous. En effet un rapport confidentiel de la Cour des Comptes révélé par le journal Le Monde préconise d'augmenter également les frais d'inscription des étudiants français.

...

Facs : non à l'augmentation des frais d'inscription ...

... Comme toujours, l'État s'en prend d'abord aux populations les plus marginalisées pour étendre ensuite son offensive à l'ensemble des étudiants.

Cette attaque menée par le gouvernement s'inscrit dans la continuité de la réforme plus globale du système éducatif entamée en 1999 avec le procesus de Bologne et la vague de réformes qui l'a suivie, de la loi LRU à la loi ORE. Nous assistons à une restructuration complète de l'université qui va de pair avec les réformes affectant la sphère du travail (lois Macron, El Khomri, Pénicaud etc).

L'Etat tente d'imposer une nouvelle norme élitiste à l'université afin de maintenir une «compétitivité» sur le marché mondialisé de l'enseignement supérieur et garantir l'employabilité continuelle des futurs travailleurs en satisfaisant les exigences patronales.

Nous refusons cette logique de profit qui laisse sur le carreau les étudiant-e-s les plus pauvres qui ne bénéficient pas d'un soutien familial !

Beaucoup trop d'étudiant-e-s sont déjà dans l'obligation financière de travailler parallèlement à leurs études, ce qui nuit à leurs résultats scolaires mais aussi à leur santé.

Dans ce contexte, augmenter les frais d'inscription ne fera que renforcer la précarité étudiante et conduira nombre d'entre eux/elles à abandonner leurs études faute de moyens.

Face à cela, se contenter de réclamer un retour à l'université « d'avant » qui n'était pas moins inégalitaire est une impasse. C'est une université réellement ouverte et critique que nous voulons, et non pas une usine à former de futur-e-s cadres qui obéiront docilement aux exigences patronales.

Les étudiant.e.s et profs du Supérieur-Recherche de la CNT

Réforme de la voie professionnelle

Une attaque contre la jeunesse et son avenir

Le ministère de l'Éducation Nationale a annoncé une grande réforme des lycées professionnels qu'il met en œuvre au pas de charge. Malgré l'opposition de la majorité des organisations syndicales, JM Blanquer fait tout pour que cette réforme s'applique dès la rentrée de 2019.

L'objectif est d'abord de réaliser des économies sur le dos des élèves et de leurs professeurs. Pour cela plusieurs mesures sont prévues : **diminution importante du nombre d'heures de cours ; augmentation de la place de l'apprentissage ; une moins bonne spécialisation.** Les élèves n'auront plus que 2 ans pour apprendre et se former car leur spécialisation débutera en classe de 1ère (...) en fonction des entreprises présentes à côté. ; **une poursuite d'études empêchée.** Les bacs pro représentent 30 % des jeunes bacheliers en France. Ils ont en théorie accès à des poursuites d'études après le bac (BTS, Université...). Mais cette réforme condamne leurs espoirs. Leurs apprentissages en enseignements généraux (français, maths,...) sont fortement réduits. L'apprentissage d'une 2e langue vivante disparaît. Dans ces conditions, ils seront majoritairement refusés dans le cadre de la sélection après le bac ; **des difficultés à trouver un emploi.** Moins formés les jeunes auront plus de difficultés à trouver un job. Leur mobilité territoriale va être aussi limitée car leurs études auront été orientées uniquement vers les entreprises locales.

L'avenir des élèves, c'est : moins d'école, moins de formation, moins d'études supérieures des emplois moins qualifiés, moins bien payés.

18 DÉCEMBRE 18H
JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANTS



PARIS RÉPUBLIQUE

Journée internationale des migrants 18 décembre 2018

Nous, Collectifs de Sans-papiers et MigrantEs, Syndicats, Associations et Marche des Solidarités appelons à des manifestations et rassemblements dans tout le pays le 18 décembre à l'occasion de la Journée Internationale des MigrantEs.

Marcher ou se rassembler contre les nationalismes, le racisme et le fascisme.
Marcher en mémoire des dizaines de milliers de femmes, hommes et enfants, victimes des frontières